



CONTRIBUTION A LA CONSULTATION SUR LA STIGMATISATION DES DROITS A L'EAU ET A L'ASSAINISSEMENT

APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT EN MILIEU RURAL AU MAROC

I. LE DROIT DE L'ACCES A L'EAU POTABLE DES POPULATIONS RURALES

Le secteur de l'approvisionnement en eau potable en milieu rural marocain a accusé des retards importants avant les années 1990 par rapport au milieu urbain où le taux de branchement au réseau de l'eau potable avait atteint presque 100%. Les difficultés qui entravaient la réalisation des infrastructures permettant l'accès et le droit à l'eau potable étaient liés à la multiplication des intervenants dans ce secteur et au manque d'une planification d'approvisionnement en eau des populations rurales. Ces difficultés et obstacles ont constitué à l'époque un sérieux problème dans le droit d'accès à l'eau potable des populations rurales.

Les impacts négatifs encourus par cette population à cause du manque d'eau potable ont été liés entre autre à la corvée d'eau assurée généralement par les filles, aux maladies hydriques ; à la scolarisation des enfants et surtout des petites filles...

Devant ces difficultés et impacts le gouvernement marocain a réalisé un schéma d'alimentation en eau potable des populations rurales au début des années 1990 qui a abouti à un programme nommé PAGER.

Le PAGER, programme national d'approvisionnement groupé en eau potable des populations rurales, a été mis en place en 1995 pour apporter des solutions adéquates qui s'adaptent aux capacités techniques, sociales et économiques des populations rurales. Il consistait à desservir en eau potable un ensemble de 31000 localités abritant 12 millions d'habitants.

Les systèmes adoptés sont généralement des ouvrages de captage des eaux, des équipements de pompage, des ouvrages de stockage et de distribution d'eau et des conduites d'adduction à partir de conduites régionales.

La démarche suivie au début de la réalisation du programme est la définition des priorités entre les partenaires intervenant dans sa réalisation qui ont pris comme critère de choix la difficulté d'accès à l'eau potable des populations, la distance parcourue et la sensibilité des ressources en eau à la sécheresse et /ou à la pollution. Cette démarche a été renforcée par l'adoption de l'approche participative en vue d'assurer la pérennisation des projets réalisés. L'intérêt de cette approche est l'implication de la population depuis la conception du projet jusqu'à sa réalisation et sa gestion. Trois parties constituent les principaux acteurs de cette approche : les services de l'Etat, la commune rurale et l'association d'usagers. Le financement des projets se fait par ces acteurs respectivement à hauteur de 80%, 15% et 5%.

Depuis le lancement du PAGER en 1995, le taux d'accès à l'eau potable a atteint 91% à fin 2010. Les 9% de la population n'ayant pas accès à l'eau potable au jour d'aujourd'hui concernent les localités appartenant au rural profond et de montagnes.

A cette population vulnérable, des solutions d'approvisionnement en eau potable sont en cours de programmation par les services en charge du programme de la généralisation de l'eau potable en milieu rural.

II. LE DROIT DE L'ACCES A L'ASSAINISSEMENT DES POPULATIONS RURALES

Si l'assainissement en milieu urbain au Maroc a connu un effort considérable vu que la population branchée au réseau d'égout avoisine 79%, l'assainissement liquide en milieu rural souffre d'un grand déficit et d'un important retard. En effet, à part quelques centres ruraux qui disposent d'un réseau d'assainissement et de collecte des eaux usées, l'habitat rural ne dispose pas d'infrastructure adéquate d'assainissement collectif ou individuel. Les eaux usées de la majorité de ces centres

et douars sont rejetées dans le milieu naturel sans traitement préalable ce qui engendre un impact négatif sur la santé de la population, les ressources en eau et l'environnement en général.

Le recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) de 2004 a permis d'obtenir des informations par province qui permettent d'estimer le taux de raccordement global au réseau d'assainissement en milieu rural à près de **1.55%** soit près de 13.2 millions d'habitants ruraux qui ne sont pas encore raccordés à un système d'assainissement adéquat communément défini par les instances nationales et internationales (système collectif ou individuel). Ce qui reste insignifiant si on le compare au taux d'accès à l'eau potable des populations rurales qui est estimé à **91%** à fin 2010.

A signaler que près de **35%** de la population rurale dispose d'un bloc sanitaire élémentaire constitué généralement d'une latrine et d'un puits perdu, qui ont surtout des impacts négatifs sur l'hygiène, la salubrité et les ressources en eau souterraine.

L'assainissement des eaux usées du milieu rural dépend étroitement du mode d'alimentation en eau. En effet, les branchements individuels (BI) qui constituent 30% des systèmes d'alimentation en eau potable en milieu rural induisent l'augmentation de la production des eaux usées, la pollution et les risques sanitaires qui en découlent. Par conséquent, l'équipement des localités, alimentées par branchements individuels, par des dispositifs d'assainissement appropriés revêt un caractère prioritaire. Dans le cas contraire, les impacts attendus à travers la desserte par B.I, seraient contrariés.

Devant ce problème les intervenants dans le secteur de l'eau à savoir les services de l'Etat en charge de l'Eau, de l'Environnement et de l'Intérieur, de l'ONEP et des Agences de bassins ont réalisé des études et des travaux pour l'assainissement liquide dans des centres et douars ruraux pour concrétiser les objectifs d'amélioration de la qualité des ressources en eau visés par la Stratégie National de l'Eau de 2009.

Aussi, pour assurer une planification et programmation des actions à réaliser à court, moyen et long terme à l'accès à l'assainissement qui devient de plus en plus pressant pour sauvegarder les milieux des localités bénéficiaires des systèmes de l'approvisionnement en eau potable et surtout des branchements individuels, un schéma d'assainissement liquide en milieu rural est en cours de lancement par les pouvoir publics.

Enfin, il y a lieu de signaler comme c'est le cas dans de nombreux pays en voie de développement, le niveau économique des ménages constitue l'une des principales contraintes à la généralisation des infrastructures d'eau potable pour les 9% de la population rurale et à l'assainissement en milieu rural, qui nécessitent une participation effective des usagers dans l'investissement, et surtout dans la gestion.

Ainsi, pour compléter la généralisation de l'eau potable en milieu rural, l'Initiative Nationale pour le développement humain pourra contribuer avec d'autres donateurs de fonds et les structures en charge de ce secteur au financement des programmes complémentaires en faveur des populations démunies. Concernant le secteur de l'assainissement en milieu rural il y a lieu de se baser sur l'expérience en cours de réalisation dans ce domaine par les divers intervenants tant au niveau des études qu'au niveau des réalisations et élaborer un programme national d'assainissement en milieu rural visant des actions adéquates à chaque type de localités, dispersés, groupés ou semi groupés. L'approche participative restera la meilleure méthode pour concevoir les projets qui restent à réaliser vu les impacts positifs, ressentis par la population rurale à travers le PAGER.